

Pour l'avenir : l'emploi et le développement

Maxime Durand, *Critique communiste* n° 132-133-134, Été 1993

La récession et la montée du chômage provoquent partout un très profond désarroi, aussi bien chez les travailleurs que chez les bourgeois. La persistance de la crise vient bousculer les discours rassurants, détruire les illusions simplistes, nourrir l'angoisse sociale. En même temps, le fonctionnement implacable des mécanismes économiques exerce un effet décapant : la vérité du capitalisme contemporain apparaît aujourd'hui dans toute sa dureté. Cet article cherche à tirer les enseignements de cette conjoncture et à apporter quelques points de repères utiles à la réactivation d'un projet socialiste.

Peut-être n'est-il pas inutile pour commencer de revenir sur les différentes interprétations de la crise. Elles sont foisonnantes, et n'échappent pas aux incertitudes de la période. Outre les effets de mode qui ne sont pas rares, on pourrait multiplier les exemples de fausses pistes, d'approches partielles, de projections hardies vite détrompées par les faits. Résumer ce foisonnement (souvent stérile, il faut bien le dire) est difficile, mais, au risque de simplifier, on peut distinguer trois grandes écoles (libérale, régulationniste et marxiste) que l'on examinera en suivant cet ordre de pertinence croissante - et de suprématie décroissante.

La fantasmagorie libérale

La conception libérale du monde repose sur l'idée que le « marché » est la solution à tous les déséquilibres. Si ceux-ci subsistent, cela ne peut provenir que des entraves que l'on met à son fonctionnement. Cette vision conduit à une lecture unidimensionnelle, voire monomaniaque, de la crise, mais aussi, ce qui est plus grave, à des recommandations très brutales quant à la politique économique. C'est à l'OCDE ou à la Banque Mondiale que la production ultra-théorique de ce courant est traduite en programmes et en injonctions très précises adressées aux gouvernements. De telles institutions sont le siège de ce que l'on pourrait appeler, pour reprendre la formule fameuse d'Althusser, un appareil idéologique d'Etat. Sa fonction réelle n'est pas d'intervenir dans le champ de la connaissance - même si on prend grand soin de parler de science économique - afin de comprendre le monde, mais de légitimer ceux qui le dirigent. On pourrait aller jusqu'à dire que la théorie économique officielle remplit auprès de la bourgeoisie la même mission que la science marxiste-léniniste à l'égard de la bureaucratie : en tant que science, il s'agit d'un leurre auquel on n'est pas obligé de croire vraiment, l'important étant de démontrer la supériorité de l'ordre existant. L'analogie peut paraître incongrue, mais elle pourrait pourtant être menée assez loin.

Il suffira ici de partir de ce constat : la science économique dominante ne sait pas rendre compte de ce problème économique majeur qu'est le chômage. Les théoriciens libéraux, encore appelés néo-classiques, ne disposent en effet que de pseudo-théories du chômage, et pour une raison bien simple : il s'agit pour eux d'un phénomène proprement incompréhensible. Sur le marché du travail, l'offre devrait en effet toujours finir par s'ajuster à la demande, à condition d'assurer au salaire une flexibilité suffisante. La montée du chômage de masse, qui résiste à toutes les attaques contre le salaire, rend assez dérisoire leur fond de boutique qui revient à exclure la possibilité même d'un chômage « involontaire » durable.

L'activité théorique principale du courant libéral vise à inventer divers artifices permettant d'introduire le chômage dans leurs petits modèles où il n'était a priori pas invité. Il serait fastidieux d'entrer dans le détail de ces constructions théoriques, dont le ridicule saute aux yeux dès que l'on y regarde d'un peu près. Le chômage résulterait selon les uns du chômage passé : cette trouvaille « théorique » est évidemment grotesque, mais une fois rebaptisée *hystérésis*, elle peut bluffer quelques gogos. Pour d'autres, le chômage viendrait du fait que les

patrons sont obligés de trop payer leurs salariés pour s'assurer de leur enthousiasme au travail : c'est la « théorie » dite du salaire d'efficience. Certains voient la source du chômage dans la connivence entre les patrons et les salariés disposant d'un emploi, sur le dos des chômeurs : ces derniers sont les *outsiders* privés d'un emploi à cause des *insiders*. Ou alors, on se replie sur l'idée que les allocations chômage sont trop élevées et découragent la recherche d'emploi ; cette « théorie » baptisée *job search* inspire directement les prises de position récentes de l'OCDE ou de la Banque des Règlements Internationaux. L'interprétation critique finalement la plus charitable consiste à admettre que ces théoriciens nous parlent d'un monde imaginaire, que l'on pourrait baptiser *Walrasland*, en hommage à l'un de leurs pères fondateurs.

Ces constructions fantastiques ne sauraient donc à elles seules justifier la domination néo-classique, qui est pourtant une réalité aussi indéniable que le chômage. Cette suprématie - et l'on retrouve ici toute la grossièreté de l'approche matérialiste - ne peut être établie qu'à coup d'argent. Il faut payer (et pas au SMIC) les centaines d'économistes chargés d'expliquer que les salaires minimaux sont toujours et partout trop élevés. Il faut financer les institutions comme l'OCDE ou la Banque Mondiale, les revues, les manuels, les Universités qui imposent le dogme. Il s'agit au bout du compte d'un totalitarisme discret qui expulse avec une intuition très sûre les entreprises intellectuelles trop curieuses ou soucieuses de poser un regard pas forcément critique mais seulement clairvoyant sur les réalités économiques et sociales. Et, quitte à paraître répétitif, c'est bien d'argent dont il s'agit : la majorité des économistes professionnels est aujourd'hui composée d'intellectuels stipendiés, à travers les officines et banques diverses, les commandes de l'Etat ou de la Communauté Européenne. Leurs revenus et leurs perspectives de carrières dépendent étroitement de leur capacité à défendre et illustrer la philosophie libérale ou, le cas échéant, sa variante « sociale ». Cela passe aujourd'hui par l'écrémage des programmes de recherche : dans le cas français, par exemple, l'INSEE, supposé comme son sigle l'indique, réaliser des Etudes Economiques, se montre tout-à-fait défaillant. Le citoyen désireux de connaître les effets du passage aux 35 heures ou du plan Balladur devra s'adresser ailleurs. Et ce contrôle intellectuel peut aller jusqu'à la censure, comme dans le cas de l'OFCE qui s'est vu empêchée de publier, avant le référendum de septembre 1992, une étude avançant une évaluation très pessimiste des effets de l'Union Economique et Monétaire.

Ce détour institutionnel n'est pas inutile : c'est le seul moyen de comprendre pourquoi les économistes libéraux se sont complètement trompés quant à la compréhension de la conjoncture actuelle. La médaille d'or revient sans conteste à la France, mais, partout dans le monde, on assiste au même phénomène : les économistes libéraux sont incapables de comprendre ce qui se passe aujourd'hui. Leur erreur est universelle, et concerne aussi bien les pays développés, que ceux du Tiers Monde ou d'Europe de l'Est. Les politiques qu'ils recommandent ou imposent font toutes références à la notion d'« ajustement structurel » forgée au début des années quatre-vingt-dix. Il s'agit toujours et partout de réduire les dépenses de l'Etat, d'avancer vers la flexibilité des salaires (à la baisse, évidemment), d'organiser des plans de licenciement massifs. Si tout cela était mené à bien, on repartirait selon eux vers un nouveau schéma de croissance intégrant toutes les potentialités des nouvelles technologies, etc. L'un des volets essentiels de cette idéologie est la thèse selon laquelle l'inflation serait la source de tous les maux : arriver à freiner la hausse des prix est présenté comme un objectif ultime dont tous les autres découleraient. Un organisme comme l'OCDE en vient même à faire figurer dans un même chapitre les données sur les salaires et les prix et celles portant sur le chômage : il n'est pas difficile de dénicher derrière la priorité anti-inflationniste une fixation obsessionnelle anti-salaires qui constitue le fond commun de toutes ces politiques de classe. Elles se caractérisent enfin par un dogmatisme sans rivages tel que n'importe quel expert arrivant dans n'importe quel pays conclura de la même manière : baissez les salaires, licenciez, et coupez dans les budgets. Sa seule valeur ajoutée consistera à habiller ce langage passe-partout de manière à lui donner un petit air de couleur locale, et en tout cas de le traduire en termes convenus, en utilisant un lexique lui aussi universel, parlant de flexibilité, d'ajustement et d'assainissement. Dans la pratique, cet « ajustement structurel » a

conduit à ce que l'on a pu appeler la « décennie perdue ». Les seuls pays qui ont réussi à obtenir une croissance en profondeur, essentiellement la Corée et la Chine, ont suivi une logique dont on peut penser ce que l'on veut, mais qui, en tout cas, tourne le dos aux préceptes libéraux.

Toutes ces recommandations ont été reprises à la lettre un peu partout, la France de Bérégovoy apparaissant comme le bon élève de la classe, et s'attirant les félicitations spéciales du jury dans le rapport 1991 de l'OCDE. Et l'on a pu croire un moment que c'était dans la poche : le rapport sur les Comptes de la Nation pour 1988 était fièrement intitulé « La croissance retrouvée ». L'année suivante, c'était : « Une économie plus forte ». Puis vinrent les revers : en 1990, on se plaint des « turbulences mondiales » puis on déplore « une année en demi-teinte ». Que vont-ils inventer pour 1992 et pour 1993 ? A la même époque, l'OCDE tenait un discours triomphaliste dont la clairvoyance saute aux yeux aujourd'hui. Dans ses *Perspectives économiques* de juin 1989, on pouvait lire par exemple : « La situation économique des pays de l'OCDE est maintenant beaucoup plus satisfaisante qu'elle ne l'était au début des années 80 (...) Les gouvernements des pays membres peuvent, pour les dix ans à venir, s'appuyer sur ces résultats - dus tout à la fois aux politiques mises en œuvre pendant les années 80 et au renforcement de la coopération internationale - pour promouvoir une croissance durable et créatrice d'emplois tout en contenant l'inflation à un faible niveau ». Les experts avaient fini par s'auto-intoxiquer avec leur optimisme de commande et ils n'ont pas vu venir la phase récessive pourtant ouverte aux Etats-Unis dès le milieu de l'année 1990.

L'harmonie régulationniste

Sous ce vocable, nous rangerons de manière un peu arbitraire tous ceux qui ont mis en avant la possibilité et la nécessité de nouvelles formes d'organisation de l'économie. Les keynésiens constituent une sous-catégorie en perte de vitesse relative : leur analyse de la crise trop unilatérale les a conduit à préconiser, après la première récession généralisée de 1974-75, la simple poursuite des politiques de relance des dépenses publiques qui avaient pendant les années d'expansion permis de limiter les fluctuations et contribué à garantir une croissance soutenue. C'est un peu cette référence qui sous-tendait la politique de relance menée en France en 1981 et 1982. L'épreuve des faits a conduit à faire perdre à ce courant toute sa crédibilité. Alors qu'il était dominant durant les années d'expansion, que ce soit du point de vue des références théoriques ou des politiques menées, il a été brutalement laminé par le courant libéral.

Le courant régulationniste, pour reprendre l'appellation française, ne se limite pas à cette version keynésienne. L'idée-clé qu'il introduit est que la réussite du capitalisme d'après-guerre jusqu'au début des années 70 a reposé sur un ensemble de dispositifs techniques, sociaux, institutionnels assurant la cohésion d'ensemble de son fonctionnement. La crise doit alors être interprétée comme une perte de cohérence qui, selon les variantes, découle plutôt de facteurs technico-économiques (ralentissement des innovations et de la productivité) ou socio-politiques (résistance au taylorisme, difficultés de financement de l'Etat-Providence).

C'est sur les perspectives ouvertes depuis l'entrée en crise que l'école régulationniste se met à perdre sa consistance, puis finit par s'éparpiller en raison d'une contradiction majeure que l'on peut résumer ainsi : cette approche renvoie à un postulat harmoniciste qui n'est pas tenable face à la réalité du capitalisme des années quatre-vingt (et au-delà). Contre les lectures catastrophistes du marxisme, les régulationnistes ont théorisé l'idée que, forcément, la crise devait déboucher sur une nouvelle régulation. Tout au long des années quatre-vingt, ils sont donc partis en quête d'un nouveau contrat social. Et ils n'étaient pas seuls, dans la mesure où ils servaient d'éclaireurs à la social-démocratie internationale. Il faudrait faire le bilan critique de toutes les « inventions » produites par l'école en question. Il y a eu les « nouvelles

productivités » chères à la CFDT, les paris sur l'électronique, susceptible de révolutionner conjointement méthodes de production et normes de consommation, et, plus récemment une salve de nouveaux modèles en -isme : toyotisme, post-fordisme, kalmarisme, etc. Le même optimiste prévalait en ce qui concerne le Tiers Monde. On évoquait un possible « fordisme périphérique », un plan Marshall pour le Tiers Monde, un nouvel ordre économique mondial et l'on annonçait même la bonne nouvelle : le Tiers Monde n'existait plus.

Le chômage non plus, d'ailleurs ! Une bonne partie de ce courant a voulu voir dans la montée du chômage les signes annonciateurs d'un dépassement ou d'une dilution du capitalisme dans une société post-taylorienne : la révolution du temps choisi était annoncée avec fracas. Et il faudrait revenir sur la manière dont les avocats du nouveau pouvaient vilipender ceux qui mettaient en doute l'adéquation de ces schémas, certes exaltants, à la réalité quotidienne. Ceux qui se demandaient si la révolution informatique n'allait pas déboucher sur un chômage chronique, ou qui s'inquiétaient des processus d'exclusion et de fractionnement, étaient traités de tous les noms : passéistes, productivistes, archéo-marxistes, etc.

Ce courant n'en a pas moins produit des analyses intéressantes et qu'il est bien souvent possible de séparer et d'extraire de leur cadre idéologique. Il suffit de faire abstraction de l'exhortation convenue à l'émergence des nouveaux rapports sociaux. Cela n'est cependant pas toujours possible ; il est par exemple des apologues acritiques du toyotisme qui sont tout simplement de purs obstacles à l'étude des processus concrets de travail. Et surtout, il faut être plus régulationniste que les régulationnistes en posant, et en cherchant à résoudre cette question théorique de fond : selon quelles modalités le capitalisme fonctionne-t-il depuis vingt ans ? Si ses difficultés sont maintenant largement reconnues, cela n'implique pas pour autant que le système soit constamment en train de s'effondrer. Et vingt ans représentent une période trop longue pour continuer à parler d'une phase de transition vers un hypothétique nouveau modèle de croissance. Les années d'expansion elles-mêmes n'ont d'ailleurs pas duré beaucoup plus de vingt ans.

La critique marxiste

Si l'on se tourne maintenant du côté de l'approche marxiste, on ne peut qu'être frappé par ce paradoxe : plus la crise se conforme aux schémas élémentaires de l'interprétation marxiste, plus ses adversaires cherchent, avec un certain succès, à la présenter comme complètement dépassée. Il faut y voir un résultat de la lutte idéologique, un point bas du cycle des idées, plutôt que l'effet d'un démenti systématique que les faits apporteraient à la théorie marxiste. Celle-ci n'est évidemment en rien garantie contre une telle possibilité : il serait parfaitement absurde d'exclure par principe l'émergence de transformations sociales rigoureusement imperméables aux outils marxistes. Mais ce n'est pas le cas en ce qui concerne la crise économique actuelle, bien au contraire.

Commençons par le taux de profit, cette variable-clé de l'analyse marxiste ; on pourrait à juste titre s'exclamer : et pourtant il baisse ! ». A force de présenter la fameuse baisse tendancielle du taux de profit comme une anomalie scientifique, les économistes ont oublié de regarder l'évolution de cette grandeur. La loi énoncée par Marx est, il est vrai, difficile à interpréter. Mais une chose au moins est sûre : elle ne peut en aucun cas impliquer, comme on fait souvent semblant de croire, que le taux de profit ne peut jamais monter. Si telle était sa signification, alors on pourrait se moquer de Marx et de ses partisans, mais ce serait un contre-sens évident. Marx a passé trop de temps à analyser par le menu les cycles de l'accumulation et les crises périodiques pour ne pas s'apercevoir que le taux de profit monte et descend tout au long du cycle économique.

Il faut donc raisonner sur longue période. On s'aperçoit alors que l'interaction subtile entre composition du capital et plus-value relative qui est au centre de cette loi fournit une grille de lecture irremplaçable de la crise. L'idée est simple et le schéma sera d'ailleurs repris par les régulationnistes : l'évolution du taux de profit dépend à long terme d'une course de vitesse entre le volume de capital par tête, la productivité du travail et le salaire réel. Un réglage adéquat entre ces trois variables permet de maintenir le niveau du taux de profit à peu près constant. Cela a été le cas durant les années d'expansion, et la thèse régulationniste revient au fond à dire qu'il est toujours possible de trouver un modèle socio-économique conduisant à la réalisation d'un tel réglage. La thèse marxiste consiste au contraire à soutenir que ce réglage ne peut être assuré que de manière relativement brève, faute de maîtrise sociale. Tant que le capitalisme reste le capitalisme, autrement dit un mode de production caractérisé par l'appropriation privée des moyens de production, la concurrence va en effet tendre à dérégler les composantes du taux de profit : le capital installé va se mettre à croître toujours plus vite, tandis que les gains de productivité qu'il va permettre de dégager vont tendre à se ralentir. Cette présentation se combine avec la théorie des ondes longues pour inscrire cette tendance dans le cadre de mouvements historiques longs, et la baisse tendancielle du taux de profit peut alors être interprétée comme l'épuisement progressif de ce que l'on a pu appeler un paradigme technologique.

On pourrait montrer que l'intérêt accordé par les économistes de tous bords à la notion de « productivité globale des facteurs » renvoie directement à cette dynamique du taux de profit. Là encore, l'idée est simple : on ne peut mesurer l'efficacité productive à partir de la seule productivité du travail, il faut tenir compte de l'accumulation de capital nécessaire pour augmenter celle-ci. Et l'un des résultats de toutes les études empiriques est de montrer que cette productivité globale des facteurs tend à se ralentir tendanciellement avec l'entrée en crise. C'est bien la baisse tendancielle du taux de profit que l'on retrouve ici, à condition de mettre en relation cette productivité globale avec le salaire réel. On débouche sur une théorie de la crise qui articule formation du salaire et mode d'obtention des gains de productivité. Il n'est pas besoin de faire référence à la lettre des textes de Marx, mais le cadre théorique général de cette approche est parfaitement en accord avec les propositions fondamentales de l'analyse marxiste.

La spécificité du marxisme ne se trouve presque jamais dans les outils d'analyse eux-mêmes mais dans la manière dont ils sont mis en œuvre comme éléments d'une théorie critique. Très concrètement, cela veut dire que le marxisme se distingue radicalement de l'harmonicisme inhérent à l'approche régulationniste. Ce n'est pas qu'il existerait un postulat marxiste niant la possibilité d'un fonctionnement (relativement) harmonieux du capitalisme pendant une période délimitée. Ce que rejette le marxisme, c'est cet autre postulat selon lequel la mise en place des conditions nécessaires à ce bon fonctionnement serait toujours garantie et qu'elle pourrait se réaliser de manière spontanée, endogène, c'est-à-dire par l'évolution naturelle des rapports sociaux. Plongé dans cette grille de lecture, le taux de profit constitue alors un indicateur synthétique qui permet d'établir une périodisation précise, utile et éclairante du fonctionnement du capitalisme. De ce point de vue, la phase de récession actuelle se caractérise par une configuration semi-paradoxe et très révélatrice, qui combine un relatif rétablissement du taux de profit avec une croissance gravement ralentie.

Une régulation « malthusienne » instable

Les schémas de la reproduction représentent un autre outil théorique particulièrement utile dans la période actuelle. Leur mise en œuvre correspond à une problématique bien adaptée à la conjoncture de crise et, comme on le sait, dans le domaine théorique, l'important est souvent de poser les bonnes questions. Aujourd'hui il s'agit à la fois de comprendre comment le capitalisme a fonctionné au cours des années quatre-vingt et pourquoi il ne peut durablement

fonctionner de cette manière. La question initiale est très simple : pour rétablir le taux de profit, les patrons et leurs gouvernements cherchent essentiellement à baisser la masse salariale en bloquant les salaires réels et en licenciant à tour de bras. Où peuvent-ils dans ces conditions trouver les débouchés nécessaires ? La force théorique de l'approche centrée sur le problème de la reproduction apparaît dans sa capacité à fournir une réponse à cette interrogation : c'est la consommation des riches qui a permis de soutenir la croissance et de réaliser une plus-value dont la masse a continué à augmenter tout au long des années de crise. Notre thèse centrale est donc la suivante : le capitalisme a mis en place une configuration très particulière qui lui a permis (de son point de vue) de passer la décennie quatre-vingt plutôt mieux que prévu. On pourrait parler de régulation « malthusienne » dans la mesure où c'est la consommation des riches qui constitue, comme chez Malthus, une « troisième demande » qui vient s'intercaler entre profits et salaires, de manière à combler l'écart croissant entre un pouvoir d'achat des salariés bloqué, et une production continuant à augmenter. Mais il faut ajouter immédiatement un corollaire : cette manière de boucler les schémas de reproduction n'est pas dotée du même degré de stabilité et de cohésion que la régulation « fordienne » des années d'expansion.

Ce schéma théorique est opérationnel, il permet de démêler un certain nombre de problèmes économiques. Ainsi, la montée des taux d'intérêt peut être interprétée comme un des éléments contribuant à assurer l'adéquation entre distribution des revenus et production. Les taux d'intérêt élevés apparaissent alors plutôt comme un résultat voire comme une exigence du modèle malthusien, et une telle lecture permet en sens inverse de comprendre pourquoi la baisse des taux d'intérêt à laquelle on assiste aujourd'hui ne peut à elle seule impulser la reprise. Les libéraux faisaient au contraire jouer un rôle disproportionné, et surtout autonome, aux facteurs financiers : ils se sont une fois de plus trompés.

Plus fondamentalement, cette analyse théorique permet, de manière quasiment déductive, de rendre compte du caractère profondément inégalitaire de la croissance des années quatre-vingt, en insistant sur la fonctionnalité de telles inégalités. Cette dernière proposition est elle-même fondamentale car elle met en lumière la raison principale pour laquelle ce modèle ne peut se reproduire que de manière chaotique et instable : il implique en effet, de manière constitutive, un creusement continu et toujours reconduit des inégalités, afin de combler l'écart croissant entre les gains de productivité et le pouvoir d'achat des salariés, entre la croissance et l'emploi. Ce déséquilibre fondamental prend la forme de processus d'exclusion et de fractionnement de l'économie mondiale qui viennent restreindre la légitimité du modèle. La régulation « fordienne » avait réalisé, jusqu'à un certain point, une répartition dynamique des fruits de la croissance. Avec la régulation « malthusienne », la croissance est non seulement ralentie mais ne profite plus qu'à une fraction étroite de la population mondiale.

Pour toutes ces raisons, la mise en place de ce modèle n'aura probablement représenté qu'une phase intermédiaire permettant de repousser et d'étaler les énormes tensions accumulées au début des années quatre-vingt. Nous en sommes en effet arrivés aujourd'hui à un tournant fondamental, qui voit émerger la crise de surproduction dans ses formes les plus pures. C'est l'aboutissement logique, inévitable, des politiques libérales menées, il est vrai assorti d'une période de maturation plus longue que l'on avait pu le penser. Partout dans le monde, on a « ajusté » : les capacités de production ont considérablement augmenté à la fois qualitativement et quantitativement. En moyenne, le taux de profit a été redressé de manière significative : ce sont clairement les débouchés qui font défaut. La conjoncture actuelle est de ce point de vue de plus en plus limpide et le discours actuel des responsables bourgeois en devient d'autant plus comique : il consiste en effet à répéter qu'il faut baisser les salaires, tout en affirmant qu'il faut consommer plus. Il ne devrait quand même pas être trop difficile de comprendre que ces deux prescriptions sont contradictoires.

Le fait que le taux d'épargne des ménages ne baisse pas dans la récession actuelle, et qui trouble tant les « experts », est lui aussi simple à comprendre, ne serait-ce que parce que la montée du chômage n'incite pas à la consommation. Et le point de vue de classe obscurcit tellement la vision des libéraux que ceux-ci ne parviennent pas à comprendre que les ménages ne constituent pas un bloc homogène et qu'il faut distinguer deux types de comportement. Du côté des salariés, le pouvoir d'achat et la consommation sont bloqués, et le taux d'épargne est déjà très bas. Il est même négatif si l'on songe à l'endettement chronique de nombreuses couches de salariés. Mais du côté des riches, on ne peut attendre une croissance indéfinie de leur consommation, en raison d'une règle d'or que l'on trouve dans tous les manuels : le taux d'épargne augmente avec les revenus, et par conséquent toute modification dans un sens inégalitaire de la répartition des revenus doit déboucher sur une tendance à la hausse du taux d'épargne. On retrouve ici l'un des vices de construction de la régulation malthusienne : la baisse de la part des salaires débouche sur une croissance ralentie et à une montée du chômage, bref l'économie fonctionne à l'envers de ce que disent les économistes bourgeois. Qu'ils en soient encore à discuter savamment sur le point de savoir s'il s'agit d'une crise de demande (pas assez de débouchés) ou une crise d'offre (pas assez de profit) montre à quel point leurs édifices « théoriques » font obstacle à la simple perception du réel. Les effets pratiques de cet aveuglement sont encore démultipliés par l'intégration croissante de l'économie mondiale.

Globalisation : la concurrence de tous contre tous

L'internationalisation du capital s'est intensifiée tout au long des années quatre-vingt et elle est en train aujourd'hui de déboucher sur une crise terrible de gestion de l'économie mondiale. Cette crise peut être résumée en une proposition unique : les principes du libre échange ne peuvent constituer un mode de régulation de l'économie mondiale. La mise en contact d'économies nationales très diversifiées du point de vue de leurs niveaux de développement et de leurs modèles sociaux conduit à des effets pervers qui tendent non pas à homogénéiser l'économie mondiale mais à accentuer les effets du développement inégal et combiné.

Les pays de l'Est fournissent sur ce point un exemple typique de l'effondrement des illusions libérales. Ils ont pu être présentés comme une sorte de Nouvelle Frontière qui permettrait de donner un second souffle au capitalisme mondial. Cet espoir qui berçait tous les idéologues il y a trois ans, s'est rapidement dissipé. Les pays de l'Est n'apparaissent aujourd'hui que comme des zones intéressantes à exploiter, dotées de ressources naturelles, mais surtout d'une main d'œuvre moins chère et plus qualifiée en moyenne que celle du Tiers Monde. Cet avantage ne peut cependant attirer les capitaux que de manière limitée, faute de demande solvable et donc de marché intérieur en expansion. Par un terrible retour des choses, ces pays provoquent même dans certains secteurs comme l'acier ou l'aluminium une chute des cours qui n'est pas compensée par les débouchés qu'ils offrent par ailleurs. C'est exactement un cas de figure identique qui fonctionne dans l'ensemble des pays du Tiers Monde. La croissance exclusivement centrée sur les exportations est globalement limitée par les capacités d'importation des pays riches et elle est ventilée sur un petit nombre de pays ou de parties de pays. L'immense majorité des déshérités du Tiers Monde est tenue à l'écart de ce processus. Et on retrouve ici encore une figure bien connue, où ce mode de croissance excluante se reproduit lui-même, pour une raison bien simple à comprendre. Dès qu'un pays augmente ses salaires, il est très facile au capital de se déplacer vers un pays voisin, car il existe toujours un voisin plus compétitif. Cette mise en concurrence universelle tend de proche en proche à aspirer les salaires vers le bas ; il n'est même pas besoin que cette concurrence soit effective, puisqu'il suffit de brandir sa menace potentielle. Même les pays du Tiers Monde, pris dans leur ensemble, n'y gagnent rien : ils sont en effet contraints de maintenir les salaires à leur niveau attractif. Cette priorité aux exportations tend par ailleurs à déprimer le marché intérieur et rend impossible la production pour la satisfaction des besoins sociaux. Compte tenu des niveaux relatifs de productivité, cette production locale ne peut apparaître comme rentable : elle serait

immédiatement pulvérisée par la concurrence internationale. Même le Mexique, souvent donné en exemple, obéit à ce schéma. Il suit à la lettre les règles édictées par le GATT dont il est membre depuis 1986, mais son taux de croissance s'est mis à ralentir, son déficit extérieur s'est creusé et, comme le reconnaît le quotidien patronal Les Echos, il apparaît de nouveau aujourd'hui « condamné à l'austérité ».

Cette désorganisation croissante de l'économie mondiale a débouché sur l'éclatement du projet de construction européenne. Le Grand Marché, officiellement ouvert le 1er janvier 1993, a inauguré l'année noire, alors qu'on nous promettait monts et merveilles. Le Système Monétaire Européen a explosé, et l'on ne parle plus sérieusement d'Union Monétaire ou de convergence. Cette explosion peut aisément s'interpréter dans un cadre assez classiquement marxiste. La contradiction centrale est ici celle qui existe entre l'internationalisation du capital et les tâches imparties aux Etats-nations. Devant la montée de la crise, plusieurs gouvernements bourgeois ont décidé qu'ils avaient besoin d'oxygène et, en dévaluant, se sont libérés, provisoirement, de l'asphyxie maastrichtienne.

Ces évolutions sont extrêmement dangereuses. S'il est utile de prendre la mesure de l'étroitesse des solutions libérales, les tendances spontanées vont porter les gouvernements et les partis bourgeois ou assimilés à un repli sur une zone protégée. C'est déjà une tendance qui s'articulait de manière contradictoire avec la globalisation croissante de l'économie-monde : l'ouverture sans frontière s'accompagnait d'un resserrement des liens à l'intérieur des trois grandes zones mondiales, autour des Etats-Unis, du Japon et de l'Allemagne. Mais le contact entre ces zones s'est fait de plus en plus rude, comme le montrent les négociations du GATT ou les injonctions des Etats-Unis et de l'Europe à l'égard du Japon. En Europe, l'Allemagne n'est plus en mesure de jouer un rôle de *leadership* et chacun reprend ses billes, ce qui risque d'enclencher un mouvement général de repli nationaliste et xénophobe. C'est le fruit empoisonné du libéralisme et du monétarisme : faute de gérer les inégalités de développement, les solutions libérales font monter les tensions qui préparent un basculement vers l'anti-libéralisme. En France, il est conforme à cette vision de constater que Le Pen est passé de positions ultra-libérales à un anti-libéralisme radical.

Retour au keynésianisme ?

L'une des questions-clé de la situation actuelle est de savoir de quelle marge de manœuvre disposent les gouvernements bourgeois. Doivent-ils relancer, et sont-ils en mesure de le faire ? C'est une question qu'ils se posent manifestement eux-mêmes. Dans presque tous les pays capitalistes on assiste en effet à une valse-hésitation entre la relance et l'assainissement financier. C'est le cas en France de manière flagrante, mais ce débat est tout-à-fait présent aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Italie, en Espagne et même en Allemagne, avec la dimension évidemment spécifique de l'unification. Le Japon a choisi de relancer, dans des proportions considérables, mais les effets de cette politique seront probablement limités au marché intérieur japonais ou aux importations en provenance de l'Asie du Sud-Est et l'impact sur le reste de l'économie mondiale sera faible.

Il est probable que les bourgeoisies surestiment le poids de l'endettement, volontairement ou non. Le gonflement des déficits budgétaires doit en effet être imputé, au moins en partie, à la politique d'austérité qui réduit les recettes fiscales. C'est typiquement ce phénomène qui a joué en France, mettant en défaut les prévisions des experts. La baisse des taux d'intérêt devrait également dégager un certain degré de souplesse. Mais les vraies raisons qui font que les politiques de relance publique seront hésitantes et limitées se trouvent ailleurs.

La première tient à l'absence de coordination des politiques économiques. Les dévaluations chacun pour soi et les discussions sur le GATT montrent à l'évidence qu'aucune instance n'est capable de réguler l'économie mondiale de manière coopérative. Au niveau européen, l'option maastrichtienne débouche sur une impasse. Nous avons à maintes reprises expliqué que les principes fondateurs de Maastricht ne constituaient pas une voie royale pour l'intégration économique, parce que les structures industrielles et la concertation étaient oubliées au profit de critères purement financiers. La conjoncture actuelle confirme pleinement cette analyse, et la meilleure preuve en est la terrible discrétion de ceux qui font il y a quelques mois des discours grandioses sur l'ère nouvelle ouverte par Maastricht. L'initiative européenne de croissance prise à un sommet européen déjà oublié porte sur un budget ridicule, et son impact sur la croissance et l'emploi sera parfaitement invisible. Cette absence de coordination constitue de toute évidence un obstacle important : dans la conjoncture actuelle, le premier pays qui relance en Europe va créer des emplois dans les autres pays, et constater rapidement que son commerce extérieur se dégrade et que sa monnaie est menacée. Cela montre encore une fois tout ce qu'il peut y avoir d'absurde dans la généralisation de la posture française consistant à dire : quand il y aura une reprise, nous serons prêts, et les premiers à en profiter. Quand tous les pays se rallient à cette position, on débouche sur la récession que nous connaissons aujourd'hui.

Mais si on va au fond des choses, cette contrainte renvoie à une contradiction centrale. Tous les gouvernements bourgeois ont pour projet de réduire les dépenses budgétaires qui apparaissent à leurs yeux comme inutiles ou inutilement socialisées. Qu'il s'agisse de santé, de retraites, d'équipements sociaux, les choix de la bourgeoisie sont clairs : elle opte pour la reprivatisation de ce qui avait été socialisé au cours du temps. Et il s'agit ici de l'un des fronts de la lutte de classes où la résistance sourde du corps social aux projets bourgeois se révèle finalement assez efficace, dans la mesure où la vitesse de liquidation de l'Etat-Providence est de très loin inférieure à ce qu'auraient voulu les gouvernements. Une réforme fiscale rétablissant un minimum d'équité entre revenus du travail et du capital permettrait d'ailleurs de desserrer facilement la contrainte budgétaire. Mais elle impliquerait une redistribution au profit des salariés dont la bourgeoisie ne veut pas. C'est là que l'on débouche sur la question centrale de la nature et du mode de satisfaction des besoins sociaux.

L'introuvable norme de consommation post-fordiste

Les régulationnistes ont eu le mérite de rappeler cette condition essentielle de la reproduction du capital : il ne suffit pas de garantir le profit et de créer du pouvoir d'achat, il faut encore que cette double condition soit matérialisée dans des marchandises concrètes, correspondant aux aspirations des consommateurs. C'est ce que les régulationnistes appellent la norme de consommation. Durant les années d'expansion, l'automobile a, de ce point de vue, joué un rôle central en ceci qu'elle a fourni des débouchés de masse à une industrie réalisant de forts gains de productivité ; mais elle n'a pu le faire que dans la mesure où elle répondait objectivement à une aspiration forte des consommateurs. L'une des propositions centrales de notre analyse de la crise actuelle est que le capitalisme n'a pas su recréer cette combinaison heureuse autour d'un autre bien, en tout cas pas à la même échelle. Le capitalisme contemporain sait bien produire des choses que les salariés ne consomment pas en quantité suffisante. En revanche, il n'est pas capable d'intégrer à sa logique la satisfaction des besoins sociaux aujourd'hui prioritaires, parce qu'elle passe principalement par la fourniture de services qui échappent en grande partie à la logique de marchandisation et de rentabilisation. Là réside l'obstacle fondamental au retour à la croissance d'antan.

En d'autres termes, le capitalisme se montre incapable de recycler les fantastiques économies de temps de travail qu'il a pu réaliser vers des activités qui ne sont pas susceptibles d'être le support de gains de productivité comparables. La « rationalité » du système apparaît de plus en

plus étriquée par rapport à ses potentialités mêmes. On reconnaîtra ici une configuration familière aux marxistes, où le développement des forces productives tend à faire craquer les rapports sociaux de production.

Le noyau dur de l'anticapitalisme contemporain

Les marxistes révolutionnaires ne sont pas contre le capitalisme par principe ou par conviction, mais parce qu'ils pensent qu'un autre système d'organisation sociale est non seulement souhaitable mais possible. Une chose est aujourd'hui évidente : le capitalisme fonctionne aujourd'hui de plus en plus mal, y compris par rapport à ses propres critères et en tout cas par rapport à celui de la satisfaction de besoins. Jamais autant dans son histoire, le capitalisme n'a fait à ce point la démonstration qu'il était incapable d'utiliser dans un sens socialement progressiste les potentialités de la technologie. Ce qu'il est incapable de faire, sur le fond, c'est d'organiser les relations entre des sphères se situant différemment par rapport au progrès technique. Celui-ci ne bouleverse pas de la même manière la productivité sociale dans tous les secteurs où la satisfaction des besoins sociaux passe par la fourniture de services. Il ne peut non plus s'étendre à ceux qui n'ont pas accès aux technologies de pointe : plutôt que de se diffuser pour que toute l'humanité en profite, elles s'inscrivent dans un processus implacable de reproduction d'une hiérarchie de plus en plus artificielle. De ce point de vue, on peut parler d'une véritable déconnexion technologique.

L'une des dimensions importantes du socialisme moderne devra donc être l'organisation de la coexistence entre secteurs et pays à productivité différente en abandonnant le projet insensé de vouloir résorber brutalement ces différences. Le capitalisme exclut les moins productifs et leur dénie le droit à l'emploi et à la satisfaction de leurs besoins. Le socialisme devra au contraire organiser et programmer une allocation du travail différente et que le libre échange ou les mécanismes de marché ne peuvent établir : il faudra toujours moins de travail pour produire les biens manufacturiers de base et toujours plus - relativement - de travail pour satisfaire les besoins sociaux. Il s'agira en un sens d'un système préférant fonctionner avec un rendement global inférieur, plutôt que de prendre comme normes les performances les plus élevées. Cela veut dire qu'il faut imaginer une longue phase de transition assurant la coexistence de secteurs à faible productivité avec les secteurs ultramodernes et les transferts nécessaires de surplus de ces derniers vers les premiers sous forme de travaux d'infrastructure, de formation, d'investissements matériels et immatériels. La vraie modernité post-capitaliste sera probablement une combinaison paradoxale d'ultra-efficacité et de stabilisation progressive de méthodes de production moyennement performantes. Ce n'est pas évidemment le seul élément définissant le socialisme mais, au niveau économique, cette distinction permet à notre sens de produire une critique unifiée du système capitaliste. Le capitalisme est un système qui refuse de produire ce qui ne s'aligne pas sur les normes de rentabilité ultramodernes, le socialisme serait un système permettant au contraire de produire même si ce n'est pas rentable en ce sens précis. On retrouve donc bien le couple profit/besoins avec une insistance spécifique sur l'éclatement des niveaux de productivité et de rentabilité qui constitue l'un des traits majeurs du capitalisme contemporain.

Pour l'emploi et le développement

Comme on le sait, les marxistes ne se satisfont pas d'interpréter le monde, ils veulent aussi le transformer. Leur capacité à avancer sur cette voie dépendra notamment des réponses qu'ils seront en mesure d'apporter sur deux terrains, particulièrement importants aujourd'hui, l'emploi et le développement.

Sur l'emploi, et notamment en Europe, notre discours est très clair : le seul moyen progressiste de sortir de la crise de l'emploi est une réduction rapide et massive du temps de travail qui permette d'augmenter le nombre d'emplois et en même temps la part des salaires, que dix ans de libéralisme forcené ont ramené à un niveau inférieur à un équilibre de plein emploi. La réduction immédiate peut être financée à partir des économies réalisées sur le coût du chômage et par une ponction sur les revenus financiers qui ont bénéficié d'une véritable inflation : il s'agit là de reprendre le manque à gagner sur les gains de productivité détournés vers les revenus des rentiers. La réduction du temps de travail doit ensuite se poursuivre sur la base des nouveaux gains de productivité.

Ce mode de financement permet de ne pas augmenter sensiblement les coûts salariaux, mais s'il n'y réussissait pas, il faudrait alors protéger cette expérimentation sociale par les moyens les plus appropriés, qu'il s'agisse de dévaluation, de taxes ou de quotas. Ces propositions n'ont évidemment rien à voir avec le néo-protectionnisme d'un Séguin : nous soutiendrons Séguin le jour où il se prononcera pour le passage immédiat aux 35 heures sans réduction de salaire, c'est-à-dire jamais. Mais le vrai moyen d'assurer la pérennité de la réduction de la durée du travail, c'est son extension à l'ensemble des pays qui peuvent et doivent prendre ce type de mesures. Une baisse de 10 % immédiate du temps de travail à l'échelle européenne aurait des effets très secondaires sur la compétitivité globale, compte tenu de l'intensité des échanges intra-européens.

Mais il est absolument exclu d'organiser les rapports Nord-Sud à partir d'un raisonnement semblable. Il existe une dissymétrie profonde entre la concurrence avec les pays riches et celle avec les pays pauvres. Ces derniers ne représentent d'ailleurs qu'une part secondaire dans les importations européennes (14 % en 1992) et le discours récent sur leur responsabilité particulière quant à la montée du chômage en Europe est un pur écran de fumée. Par rapport au Tiers Monde, il faudra inventer un ensemble de dispositifs de régulation : abolition de la dette, stabilisation et revalorisation progressive du cours des matières premières, institution de montants compensatoires, transferts de technologie et de formation, subventions aux équipements et aux travaux d'infrastructure, co-investissements, accords d'échange fondés sur la réciprocité, réouverture négociée des frontières à l'immigration, voilà les axes principaux de ce que l'on pourrait appeler co-développement.

Le repli frileux, la reconstruction de nouveaux rideaux de fer, sont des réponses absurdes aux défis de l'économie mondiale. Tout ce qui ressemble à une protection ou à une discrimination à l'égard des pays à niveau de développement inférieur doit être passé au crible de la critique. Les importations des pays à bas salaires ont un impact mineur sur l'économie des pays riches, mais les recettes qu'elles engendrent revêtent une importance stratégique pour des pays que, depuis de longues années, on incite ou on contraint à s'orienter vers l'exportation. Même l'idée de clause sociale, liant le commerce au respect des droits de l'homme et des libertés syndicales, ou au non-travail des enfants doit être envisagée avec précaution : cette soudaine poussée d'humanisme peut être récupérée pour justifier le pire des protectionnismes, celui des nantis.

L'emploi et le développement sont donc bien les deux chantiers, immenses, où tout va se jouer dans les années à venir. Les solutions progressistes, socialistes, mettent en avant la nécessité d'une maîtrise consciente de l'humanité sur sa destinée, qui passe par le refus de s'en remettre aux mécanismes aveugles de « l'économie ». Si une telle perspective ne réussit pas à cristalliser de nouvelles formes d'alternative, alors une chose au moins est sûre : le vide sera occupé, de manière combinée à travers le monde, par les formes les plus réactionnaires d'organisation sociale.